

brief.eco

Le média qui explique l'économie

**Un an d'abonnement
offert aux enseignants
et lycéens pour l'année
scolaire 2019-2020**

www.brief.eco

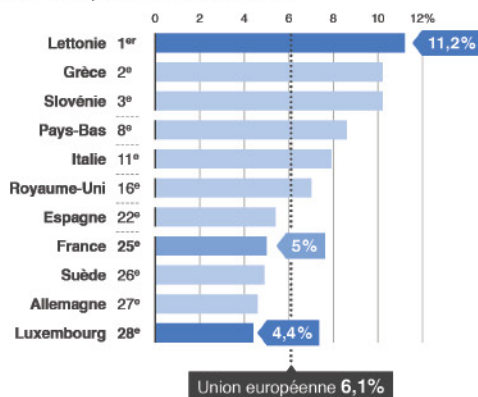
Chaque mercredi, nous publions sur le site et par e-mail une édition qui traite de l'actualité économique en la mettant en perspective avec les grands courants de pensée, les théories et les concepts, de manière accessible et pédagogique.

LES RUBRIQUES

En chiffres

En 2017, les taxes environnementales représentaient en moyenne 6,1% de l'ensemble des prélèvements obligatoires dans l'UE. La part de ces taxes est 2,5 fois plus élevée en Lettonie qu'au Luxembourg.

Part des taxes environnementales en % des recettes provenant des impôts et des cotisations sociales



brief.eco | avec WEDODATA

Source : Eurostat

Le mot dans l'actu

3 juillet 2019

Déficit public

Pourquoi on en parle. Le ministère de l'Économie et des Finances a **dégradé dimanche ses prévisions de déficit public** pour la période 2020-2022. Il prévoit désormais 0,1 point de déficit supplémentaire par année, soit 2,1 % en 2020, 1,7 % en 2021 et 1,3 % en 2022. Cette actualisation « tient compte des annonces de sortie du grand débat » national, comme la baisse de l'impôt sur le revenu ou la réindexation des petites retraites sur l'inflation, a expliqué à l'AFP le ministre.

En quoi ça consiste. Le déficit public provient de l'État et des autres administrations publiques (collectivités territoriales et organismes de Sécurité sociale) lorsque leurs dépenses excèdent leurs recettes. Le déficit budgétaire provient, lui, uniquement de l'État, lorsque ses dépenses (dépenses budgétaires, prises de participation, etc.) excèdent ses recettes (impôts, produits de privatisations, etc.). Le traité de Maastricht qui a institué l'Union européenne en 1992 prévoit que le déficit public des pays membres de la zone euro ne doit pas dépasser 3 % du PIB. Pour financer le surcroît de dépenses par rapport aux recettes, l'État doit recourir à l'endettement en émettant des obligations (bons du Trésor). Chaque déficit augmente ainsi le montant de la dette publique.

f t e

Clin d'œil



On fait le point

26 juin 2019

Le rôle de la monnaie

Le réseau social américain Facebook ainsi que 27 entreprises ont annoncé la semaine dernière le lancement prochain de leur cryptomonnaie. Alors que les États exercent leur souveraineté sur leurs devises, différentes monnaies complémentaires existent en parallèle.

L'ACTU

Facebook a annoncé le 18 juin avec 27 partenaires le lancement prévu mi-2020 d'une cryptomonnaie, un moyen de transaction électronique sécurisé, baptisée libra. Les entreprises participant au projet, dont Mastercard, Paypal, Uber, eBay, Spotify ou Free, toutes réunies au sein de l'association Libra, veulent permettre à leurs utilisateurs d'acheter des biens ou d'envoyer instantanément de l'argent à l'aide de leur smartphone et à un coût très faible. L'association précise que la libra s'adressera « à tous », mais surtout aux « 1,7 milliard de personnes qui n'ont pas accès aux services bancaires », notamment dans les pays émergents. Comme les autres cryptomonnaies, la libra fonctionnera grâce à une « blockchain », un registre électronique dans lequel sont consignées les transactions. Elle se distinguera avec une gestion centralisée par l'association Libra et en étant adossée à une réserve d'actifs, notamment des titres de « dette de gouvernements stables » afin « d'éviter les fluctuations spéculatives ». Ce projet, présenté par ses promoteurs comme la naissance d'une « nouvelle devise mondiale », suscite des inquiétudes. « Que Facebook crée un instrument de transaction, pourquoi pas. En revanche, que ça devienne une monnaie souveraine, il ne peut pas en être question », a déclaré le jour de l'annonce Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie.

Le site rassemble les articles déjà publiés ainsi qu'un glossaire avec plus de 50 termes économiques expliqués, également accessible sous forme d'e-book.

Lire un exemple sur cette page : www.brief.eco/exemple/

Brief.eco s'engage à rendre l'économie accessible au plus grand nombre en offrant un abonnement d'un an aux lycéens et aux enseignants.

NOTRE PROJET

La vocation de Brief.eco est de permettre à chacun de **reprendre la main sur l'économie**. Chaque semaine, notre équipe de journalistes met en perspective l'actualité avec les grands courants de la pensée économique, les théories et les concepts. Créé en 2018, Brief.eco est un média en ligne destiné au grand public, sur abonnement et sans publicité.

Dès l'origine, nous avons souhaité **donner un accès privilégié à Brief.eco aux lycéens**, aux futurs citoyens. L'économie est partout dans nos vies de citoyens, de salariés, de consommateurs. Mieux la comprendre c'est pouvoir exercer de meilleurs choix.

Pour incarner cet engagement, **nous offrons un abonnement d'un an à tous les élèves de lycée** qui nous en font la demande pour l'année 2019-2020. Nous sommes également heureux d'**offrir un accès d'un an à tous les enseignants de lycées** afin de leur permettre de découvrir Brief.eco et d'inviter leurs élèves à profiter de l'abonnement offert si la ressource leur semble pertinente.

QUE CONTIENT L'ABONNEMENT OFFERT ?

- Un accès pendant un an à tous les contenus de Brief.eco
- Les éditions hebdomadaires, chaque mercredi, par e-mail et sur le site
- Tous les articles publiés sur le site
- Un glossaire avec plus de 50 termes économiques expliqués

EN BREF



Une **synthèse hebdomadaire** pour comprendre l'économie.



Des **informations validées, sélectionnées et hiérarchisées** par la rédaction.



Un **contenu simple et pédagogique** avec toutes les semaines un fait expliqué et approfondi.



De **nombreux liens vers des ressources** françaises et étrangères pour approfondir les sujets.



Un **glossaire** avec des termes économiques enrichi régulièrement.



Une **infographie hebdomadaire** pour mettre visuellement en perspective l'actualité économique.

Pour bénéficier de votre abonnement d'un an gratuit à Brief.eco

ENSEIGNANTS

Inscription avant le 15 septembre, sur cette page

<https://www.brief.eco/enseignants/>

LYCÉENS

Inscription avant le 30 septembre, sur cette page

<https://www.brief.eco/lycees/>

« Brief.eco est le média de la pédagogie autour de l'économie. C'est pourquoi un abonnement d'un an est offert à tous les lycéens qui en feront la demande pour l'année scolaire 2019-2020. En effet, il s'agit d'un des publics que nous souhaitons particulièrement sensibiliser à ces questions. Le format de Brief.eco leur sera utile car il leur permettra d'appuyer les apprentissages théoriques par des exemples concrets tirés de l'actualité et de la vie de tous les jours. »

Laurent Mauriac, rédacteur en chef de Brief.eco

CETTE OPÉRATION EST POSSIBLE GRÂCE AU SOUTIEN DE NOS PARTENAIRES :

